

Stop ou encore ?

Succès diplomatique pour le président Obama : le Conseil de sécurité de l'ONU a avalisé la demande du champion de la dénucléarisation et de la lutte contre la prolifération nucléaire

Lors de la campagne présidentielle américaine, le candidat Obama nous avait annoncé un monde pacifié et meilleur. Malgré l'enthousiasme né de son élection, les premiers pas du président Obama sur la scène internationale auront pourtant quelque peu déçu : tension persistante avec la Russie, poursuite des provocations coréennes et iraniennes, impossible pacification du Proche orient, impuissance des forces de la coalition en Afghanistan... La liste des bonnes intentions contrariées par la réalité est bien longue.

Il est toutefois un sujet qu'Obama avait annoncé vouloir promouvoir - celui de la dénucléarisation et de la lutte contre la prolifération, et pour lequel il semble avoir marqué un premier point. L'adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 1887 constitue vraisemblablement, en effet, une première grande victoire diplomatique pour le président américain. Votée fin septembre 2009, elle appelle à une réduction significative des arsenaux nucléaires, renforce les différents instruments de lutte contre la prolifération, au premier rang desquels le Traité de non prolifération et appelle également à l'interdiction de la production de matériaux fissiles.

En plaçant au cœur de sa diplomatie la recherche d'un « monde sans armes nucléaires », pour reprendre son appel d'avril dernier à Prague, Obama compte engranger des points. A cet égard, la réaction de Moscou y a été très favorable. Encouragé par la décision de l'administration américaine de tirer un trait sur le projet controversé de bouclier anti-missile basé en Pologne et en République tchèque, la Russie ne fait plus obstacle à la reprise des négociations visant à prolonger le traité Start-1 sur la réduction des arsenaux russo-américains, qui expire normalement en décembre prochain. Elle a même été jusqu'à annoncer son intention de réduire encore plus son arsenal nucléaire.

Ne nous voilons toutefois pas la face. Les obstacles sur la voie d'un désarmement nucléaire effectif de la planète seront importants. Alors qu'elle a déjà engagé une réduction sensible de son arsenal, quel intérêt Paris, pour ne prendre que cet exemple, aurait-il à aller plus en avant encore dans la voie du désarmement ? Son statut de puissance tient à la possession d'un arsenal nucléaire. Y renoncer serait conduire à une banalisation de son rôle en Europe et au niveau international, sans parler de la fragilisation de ses capacités de défense. Imagine-t-on, autre exemple, les deux grands rivaux indien et pakistanais faire disparaître leurs forces nucléaires alors même que leur défiance mutuelle n'a jamais été aussi forte ? Quant bien même le projet d'un monde dénucléarisé recueillerait le soutien de la Communauté internationale, comment croire aussi que les Etats voyous et les principales organisations et réseaux terroristes renonceraient, elles aussi, à acquérir des capacités nucléaires ?

L'obstacle véritable à la dénucléarisation de la planète réside peut-être finalement au cœur même de l'Amérique. Contestée par la montée en puissance inexorable de la Chine, on imagine mal l'Amérique se résoudre à renoncer au seul atout véritable qui subsistera encore – mais pour combien de temps – face à Pékin : sa supériorité nucléaire. Quoiqu'il en soit, les défilés organisés le 1^{er} octobre dernier à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de la République populaire de Chine et les déclarations de ses dirigeants laissent peu d'espoir quant à une adhésion sincère et réelle de Pékin au beau rêve d'Obama.

(Pascal LOROT - Le Nouvel Economiste - n°1492 – Du 8 octobre au 14 octobre 2009)